

Discours de Pierre Elvinger à la troisième session du Conseil de l'UNRRA (Londres, août 1945)

Légende: A l'occasion de la troisième session du Conseil de l'UNRRA à Londres en août 1945, Pierre Elvinger, délégué du Luxembourg, prononce un discours dans lequel il dresse un bilan de la situation économique du Grand-Duché et insiste sur les besoins en charbon et en coke de l'industrie nationale.

Source: Bulletin d'information. dir. de publ. Office d'information - Ministère d'Etat. 9, n° 30.08.1945. Luxembourg. "Discours de Pierre Elvinger, délégué du Luxembourg à la troisième session du Conseil de l'UNRRA", p. 7.

Copyright: (c) Service Information et Presse du Gouvernement luxembourgeois

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_pierre_elvinger_a_la_troisieme_session_du_conseil_de_l_unrra_londres_aout_1945-fr-e0713bc3-d964-4635-8d3e-bfb520e01fd.html



Date de dernière mise à jour: 11/04/2017

« Commentant son rapport, le Directeur Général a souligné qu'il est de toute nécessité que les pays de l'Europe occidentale obtiennent du charbon immédiatement et avant le commencement de l'hiver. Ceci est vrai surtout pour le Luxembourg qui dépend complètement du charbon et du coke. Les deux ressources principales et vitales du Grand-Duché de Luxembourg sont l'industrie du fer et de l'acier et l'agriculture. Un tiers de la population totale dépend directement ou indirectement de nos mines et de notre industrie métallurgique, un autre tiers de l'agriculture et de l'élevage du bétail. L'industrie du fer et de l'acier se trouve presque complètement paralysée par le manque de coke. L'agriculture a été sévèrement handicapée par l'offensive Rundstedt qui a réduit sa capacité de production à peu près de moitié. L'industrie lourde du Luxembourg occupe une place vitale non seulement dans l'économie luxembourgeoise mais encore dans l'économie d'une grande partie de l'Europe. En temps de paix elle fabriquait des produits semi-finis et finis très variés ; 95% de la production du fer et de l'acier étaient exportés et plusieurs produits secondaires importants comme surtout les scories Thomas et le ciment étaient très demandés par la plupart des pays européens.

Depuis septembre 1944 notre industrie lourde était forcément immobilisée par le manque de combustibles à l'exception de deux hauts fourneaux de moindre importance qui travaillaient uniquement pour les besoins militaires des armées d'occupation.

Le minerai de fer est abondant, prêt à être exploité, d'autres matières premières comme p. ex. la chaux et le manganèse sont disponibles en quantité suffisante pour faire marcher nos hauts fourneaux et nos laminoirs. Mais le Luxembourg ne produit pas de charbon du tout.

La consommation normale de coke en temps de paix s'élevait à 290.000 tonnes par mois, dont environ 200.000 tonnes furent importées des régions allemandes d'Aix-la-Chapelle, de Cologne et de la Ruhr, le reste de la Belgique et des Pays-Bas. Le pourcentage de coke importé d'Allemagne par le Luxembourg s'élevait à 30% de l'exportation allemande totale de coke. Mais jusqu'à ce jour nous n'avons pas reçu de coke d'Allemagne. Par un geste magnifique de solidarité nationale les compagnies luxembourgeoises de fer et d'acier n'ont pas renvoyé leurs ouvriers et leur personnel et leur payent les traitements et salaires normaux sans contrepartie productive aucune. Une compagnie a, par exemple, dépensé jusqu'à ce jour plus de 350 millions de francs luxembourgeois. Mais leurs réserves sont près de s'épuiser, et si les compagnies ne sont pas mises en état de recommencer le travail dans un avenir rapproché, même sur une échelle réduite, elles seront forcées de congédier des milliers d'ouvriers et d'employés. La possibilité d'une armée de chômeurs dans cette partie importante de l'Europe non encore pacifiée est une menace sérieuse pour la paix sociale.

Le Luxembourg a d'abord besoin de coke. Certes notre agriculture est détruite en grande partie, nous avons un besoin urgent de matériel agricole pour aider l'agriculture et reconstruire les laiteries ; plus de 40% de nos laiteries sont complètement détruites. Mais ce problème quel qu'en soit la gravité, s'efface devant notre besoin de combustibles pour l'industrie.

On pourrait prétendre que le problème du coke devrait être discuté avec l'Organisation Européenne du Charbon, le Conseil d'Administration combiné des Ressources ou avec des organismes exécutifs ou consultatifs semblables plutôt qu'avec l'UNRRA. Ceci n'est pas vrai. C'est au contraire un des problèmes qui concernent au plus haut degré l'UNRRA. Si le Luxembourg peut reprendre son activité industrielle, même partiellement, il peut jouer un rôle important dans le ravitaillement des pays alliés voisins en produits de première importance dont ils éprouvent un besoin urgent. Notre potentiel industriel est important et il est intact ; il n'a besoin que de recevoir du coke et du charbon pour rendre des services appréciables. Quand nos hauts fourneaux fument de nouveau il nous sera possible d'exporter des scories en Hollande pour son sol dévasté, en Belgique, en Suisse et dans une partie de la France. Quand nos fonderies auront repris leur travail, nous pourrons fournir à nos laiteries et à nos minoteries les machines dont elles ont besoin et finalement nous pourrons exporter de grandes quantités de graisses animales et de grains dans les pays voisins. Quand nos aciéries travaillent de nouveau nous pouvons fournir des poutres, des rails, des plaques, des barres, des ponts et d'autres produits variés, essentiels pour la reconstruction du réseau routier et des voies ferrées. Naturellement nous ne pourrions négliger nos besoins internes, nous avons à reconstruire des districts agricoles entiers et nous devons avoir recours nous-mêmes, plus qu'en temps de paix, à la production de nos fabriques. Mais nous pourrions mettre à la disposition des nations voisines une partie plus qu'appréciable de notre production.

Le Luxembourg a encore besoin de quelques produits essentiels et de première nécessité et comme une des nations les plus éprouvées des Nations Unies, il a le droit de les exiger, entre autres il devra remplacer en grande partie ses chevaux et son cheptel massacrés ou volés pendant l'offensive Rundstedt et nombre d'autres produits.

Mais il veut aider et aidera les autres nations européennes dans toute la mesure du possible. Il a les moyens de le faire. Tout ce dont il a besoin, ce qu'il y a d'essentiel pour lui, c'est le coke. Voilà notre vrai problème. Quand nos hauts fourneaux, nos aciéries et nos fonderies chôment, notre agriculture ne pourra jamais se ressaisir, toute notre structure sociale et économique sera paralysée et notre petit pays, loin de jouer un rôle précieux dans la reconstruction de l'Europe Occidentale, deviendra une charge de plus pour les Nations Unies. »